

Les partis politiques en France

Sommaire

Introduction

Qu'est ce qu'un parti politique en démocratie?

Quel est le rôle d'un parti politique ?

L'évolution du statut des partis politiques

Comment s'organise un parti politique ?

Comment créer un parti politique ?

Un parti politique peut-il être interdit ?

Comment un parti politique est-il financé et quelles en sont les règles ?

Les partis politiques français sous la Vème République

Le clivage gauche droite

INTRODUCTION

- 0 Un parti politique est une association organisée qui rassemble des citoyens unis par des idées politiques communes. L'affirmation du suffrage universel a permis le développement des partis politiques, ce qui est la base de toute démocratie.
- 0 La politique française admet un pluralisme : c'est la conception admettant la diversité des opinions, de courants d'idées et de comportements divers. Chacun des groupes qui composent un système pluraliste fait preuve de tolérance et de respect envers les autres, permettant une coexistence harmonieuse. En politique, le pluralisme se traduit par l'existence de plusieurs partis politiques. Il est l'un des fondements de la démocratie.
- 0 Les partis politiques ont souvent une mauvaise image dans l'opinion publique mais ils continuent à jouer un rôle majeur dans le système politique. Simples associations, les partis politiques ne sont reconnus officiellement que depuis 1958. La Constitution consacre leur liberté de création et d'action mais ne leur donne pas de statut. Ce sont les scandales liés au financement occulte des partis politiques qui conduisent progressivement le législateur à préciser le statut des partis politiques.

Qu'est-ce qu'un parti politique ?

Un parti politique est une organisation qui rassemble des citoyens autour d'objectifs politiques communs dans le but d'exercer le pouvoir. L'article 4 de la Constitution de 1958 précise : "Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie."

- **ARTICLE 4**
- « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.
- Ils contribuent à la mise en œuvre du principe énoncé au second alinéa de l'article 1er dans les conditions déterminées par la loi.
- La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation »

Quel est le rôle d'un parti politique ?

Les partis politiques « concourent à l'expression du suffrage », selon l'article 4 de la Constitution. Ils participent à l'animation de la vie politique :

- Ils sont les intermédiaires entre le peuple et le pouvoir : ils recensent les demandes ou les besoins de la population et les transforment en programme politique. Ils animent le débat public (structuration de l'opinion publique) .
- Ils ont une fonction de direction : ils ont pour ambition d'exercer le pouvoir afin de mettre en œuvre la politique annoncée.
- Ils ont acquis un rôle de formation et de sélection des dirigeants politiques

Quel est le statut d'un parti politique ?

La Constitution disposant que la création et l'activité des partis politiques sont libres, il n'y a pas à proprement parler de statut pour les partis politiques. Un parti politique est une association par la loi 1901.

Jusqu'en 1958, les partis politiques n'ont fait l'objet d'aucune reconnaissance officielle. Ils sont de simples associations loi 1901 au même titre que des clubs de sports et de loisirs. La Constitution de 1958 reconnaît les partis politiques mais ne leur donne pas de statut. Ce sont les scandales liés au financement des partis politiques dans les années 1980 qui ont conduit le législateur à adopter un statut des partis politiques en 1988.

Loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique

- principe d'une aide publique aux partis et groupements politiques
- aide destinées uniquement aux partis représentés au Parlement
- véritable statut des partis politiques (personnalité morale, comptes certifiés)

Loi du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques

- plafonnement des dépenses électorales
- aide divisée en 2 fractions comparables :
 - partis ayant présenté des candidats aux élections législatives dans au moins 50 circonscriptions
 - partis représentés au Parlement

Loi du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (loi « Sapin »)

- pour bénéficier de l'aide de la 2ème fraction, il faut bénéficier de la 1ère fraction
- création d'un service central de prévention de la corruption
- encadrement de la procédure de délégation de service public

Loi du 19 janvier 1995 relative au financement de la vie politique

- aide publique élargie
- financement venant de personnes morales interdit et plafonnement des dons
- recours obligatoire à un mandataire financier et création de la Commission nationale des comptes de campagne et du financement de la vie politique (CCFP)

ORGANISATION

L'organisation interne du parti est précisée dans un texte constitutif.

Pour que les partis puissent s'implanter dans le corps électoral et perdurer, il leur faut des structures :

- au niveau national, un bureau ou conseil national, dirigé par un président ou un secrétaire national, le plus souvent élu par l'ensemble des adhérents ;
- -au niveau local, des sections ou cellules regroupées par fédérations départementales dont les instances sont élues par les adhérents.

0 Il n'est pas obligatoire que les statuts déposés en préfecture traduisent en termes précis l'organisation interne du parti.

Comment créer un parti politique ?

- 0 Il suffit de créer une association loi 1901 à caractère politique. Afin que cette association dispose de la personnalité morale et de la capacité juridique, elle doit être déclarée en préfecture ou en sous-préfecture et cette déclaration doit être publiée au Journal Officiel Associations et Fondations.
- 0 La déclaration contient les informations suivantes : titre de l'association, son objet, l'adresse de son siège social, les noms, professions, domiciles et nationalités des personnes chargées de son administration, les statuts sur papier libre, datés, certifiés conforme et signés (sous le dernier article) par au moins 2 personnes ou membres fondateurs, l'imprimé de demande d'insertion au Journal Officiel Associations et Fondations, une enveloppe timbrée, à l'adresse du président ou du siège social pour recevoir le récépissé.
- 0 Pour entrer dans le cadre défini par la législation sur le financement des partis politiques, il faut aussi soit créer une association de financement (association loi 1901) ayant pour objet exclusif de recueillir les fonds destinés au financement des activités politiques du parti, soit désigner un mandataire financier, personne physique déclarée en préfecture

- **Un parti politique peut-il être interdit ?**

La création et l'activité des partis politiques sont libres mais les partis "doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie".

Comme toute association loi 1901, un parti politique peut cependant être dissous s'il a été formé "en vue d'une cause ou d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement" (article 3 de la loi du 1er juillet 1901). La dissolution peut être prononcée par décret en

Conseil des ministres ou par le tribunal de grande instance.

- **Comment un parti politique est-il financé ?**

Les partis politiques reçoivent deux types de financement :

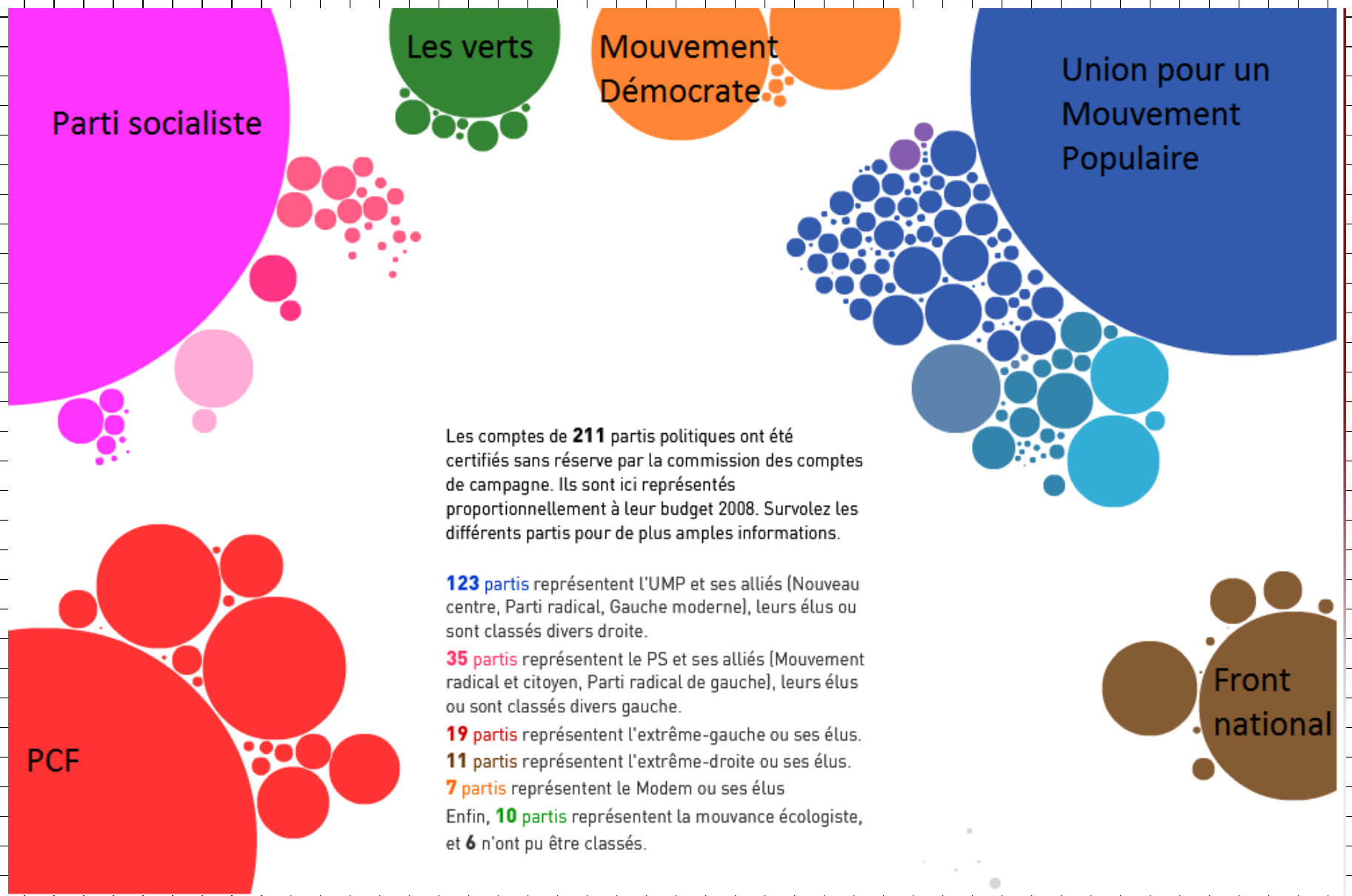
- un financement privé regroupant les cotisations des adhérents et des élus, les dons des personnes physiques (les dons de personnes morales, comme les entreprises par exemple, sont interdits)
- un financement public direct par le versement d'aides publiques.

Quelles sont les règles du financement public des partis politiques ?

- 0 Pour bénéficier du financement public, les partis politiques doivent respecter les obligations comptables et financières définies par la législation en matière de financement des partis politiques. Le respect de ces obligations est vérifié par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.
- 0 L'aide est attribuée, pour une première fraction, aux partis politiques en fonction de leurs résultats aux élections législatives : les candidats doivent avoir obtenu au moins 1% des suffrages exprimés dans au moins 50 circonscriptions de métropole ou au moins 1% des suffrages exprimés dans l'ensemble des circonscriptions d'outre-mer.
- 0 La seconde fraction est attribuée aux partis, déjà bénéficiaires de la première fraction, en fonction du nombre de députés et de sénateurs qui déclarent chaque année se rattacher à un parti politique.

Le pluralisme politique en France





Parti socialiste

Les verts

Mouvement
Démocrate

Union pour un
Mouvement
Populaire

Les comptes de **211** partis politiques ont été certifiés sans réserve par la commission des comptes de campagne. Ils sont ici représentés proportionnellement à leur budget 2008. Survolez les différents partis pour de plus amples informations.

123 partis représentent l'UMP et ses alliés (Nouveau centre, Parti radical, Gauche moderne), leurs élus ou sont classés divers droite.

35 partis représentent le PS et ses alliés (Mouvement radical et citoyen, Parti radical de gauche), leurs élus ou sont classés divers gauche.

19 partis représentent l'extrême-gauche ou ses élus.

11 partis représentent l'extrême-droite ou ses élus.

7 partis représentent le Modem ou ses élus

Enfin, **10** partis représentent la mouvance écologiste, et **6** n'ont pu être classés.

PCF

Front
national

http://www.lemonde.fr/politique/infographie/2010/08/02/la-droite-comptait-123-partis-et-micro-partis-en-2008_1394240_823448.html

Présentations des différents partis politiques en France

Tableau : Les Partis politiques en France en 2011

Noms	NPA	Front de Gauche	PCF	PS	Vents Europe Ecologie	Modem	Nouveau Centre	UMP	Front National
Sigles/logos Acronymes ou sigles Description et signification									
Origines Fondateur(s) et/ou Principaux représentants actuels	Olivier Besancenot	Jean-Luc Mélançon	..	Alain Savary	Daniel Cohn-Bendit	François Bayrou	Hervé Morin	Jacques Chirac	Jean-Marie Le Pen
Classement dans le paysage politique	Extrême gauche	Extrême Gauche	Extrême Gauche	Gauche	Gauche	Centre	Centre	Droite	Extrême droite
Principaux objectifs ou éléments du programme	Remise en cause du Capitalisme, parti qui prône une certaine forme de révolution contre la société actuelle.	Remise en cause du Capitalisme, très démarqué du PS.	Remise en cause du Capitalisme et attention particulière à la classe moyenne « basse ».	Pour un rôle fort et interventionniste de l'Etat mais pas de remise en cause de l'économie capitaliste	Remise en cause de la société de consommation. Partisan de la « décroissance » et attention particulière pour l'environnement et le concept de « Développement durable ».	Parti du centre qui se présente comme « humaniste », nombreuses références aux valeurs chrétiennes	Parti libéral et allié à l'UMP.	Prééminence de l'individu face à l'Etat mais aussi attention particulière aux questions de sécurité et d'immigration. L'UMP serait également	Partisan d'une politique sécuritaire et liant sécurité et immigration explicitement. Thème de la « préférence nationale ». actuellement le plus grand parti de

Le clivage gauche-droite

1.

0 Modifiez les styles du texte du masque

Différences	Gauche	Droite
culturelles et idéologiques	Égalité, solidarité, libéralisme culturel, etc.	Compétition, réussite individuelle, autorité, etc.
économiques	Corriger les défaillances du marché par l'intervention de l'État.	Libéralisme économique.
historiques	Progressisme. Visée en avant-patrie.	L'ordre et les traditions. Naturalité et reproduction de l'ordre social.
sociologiques	Salariés, couches populaires et moyennes (défense des plus faibles).	Propriétaires, cadres du privé, prof. libérales, artisans, commerçants, agriculteurs.
politiques	Priorité au Parlement, aux assemblées élues par le peuple.	Grandeur et indépendance de la France. Pouvoir exécutif fort.

2. – Libéralisme économique : doctrine selon laquelle les activités économiques doivent être orientées par la concurrence et régulées par les mécanismes du marché (rôle minimal de l'État).
 – Libéralisme culturel : système de valeurs qui défend l'autonomie et l'épanouissement de l'individu.

0 Modifiez les styles du masque

Libéralisme
culturel

0 Deuxième niveau

0 Troisième niveau

0 Quatrième niveau

0 Cinquième niveau

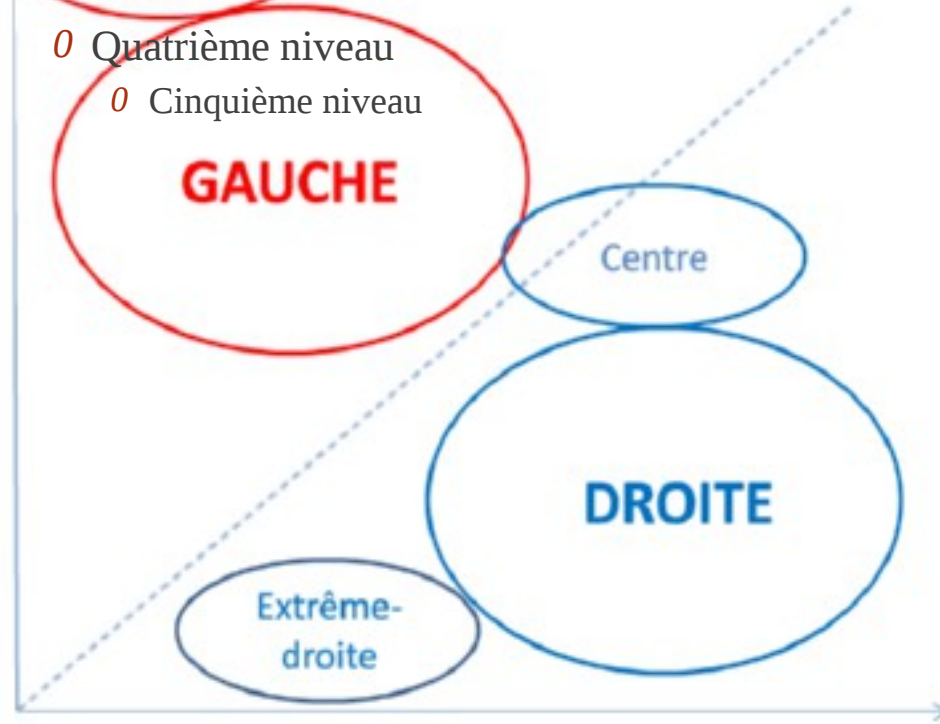
GAUCHE

Centre

DROITE

Extrême-
droite

Libéralisme
économique



Conclusion

Nous pouvons donc conclure que le pluralisme politique est essentiel à la démocratie. En effet, la France compte plus de 200 partis politiques qui proposent tout un panel d'idéologies différentes. Les partis politiques sont aujourd'hui des organisations très structurées dont le statut et le financement sont régis par la loi. Ceci n'a pas toujours été le cas. Tout au long du XIXe siècle et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, il s'agissait surtout de groupes parlementaires aux contours mal définis. Toutefois, le clivage droite-gauche hérité de la période révolutionnaire a perduré jusqu'à nos jours, même si de nouvelles césures sont récemment apparues dans le paysage politique